

ANNEXE III

CERTIFICAT CONCERNANT LES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE

[Article 36, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) 2019/1111 du Conseil (1)]

IMPORTANT Certificat devant être délivré, à la demande d'une partie, à l'égard d'une décision en matière de responsabilité parentale, par la juridiction d'un État membre d'origine notifiée à la Commission en vertu de l'article 103 du règlement.

1. ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE* (2)

Autriche
Belgique
Bulgarie
Chypre
République tchèque
Allemagne
Estonie
Grèce
Espagne
Finlande
France
Croatie
Hongrie
Irlande
Italie
Lituanie
Luxembourg
Lettonie
Malta
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Roumanie
Slovénie
Slovaquie
Suède
Royaume-Uni

2. JURIDICTION DÉLIVRANT LE CERTIFICAT*

2.1. Nom*

2.2. Adresse*

2.3. Téléphone/Télécopie/Adresse électronique*

Téléphone

Télécopie

Adresse électronique

3. JURIDICTION QUI A RENDU LA DÉCISION (si différente)

3.1. Nom

3.2. Adresse

4. DÉCISION*

4.1. Date (jj/mm/aaaa)*

4.2. Numéro de référence*

5. ENFANT(S) (3) CONCERNÉ(S) PAR LA DÉCISION*

5.1. Enfant 1*

5.1.1. Nom(s)*

5.1.2. Prénom(s)*

5.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)*

5.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

5.2. Enfant 2

5.2.1. Nom(s)

5.2.2. Prénom(s)

5.2.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

5.2.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.2.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

5.3. Enfant 3

5.3.1. Nom(s)

5.3.2. Prénom(s)

5.3.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

5.3.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

5.3.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6. DROIT DE GARDE (4)

6.1. Droit de garde attribué conformément à la décision (5)

6.2.1. Partie 1

6.2.1.1. Personne physique

6.2.1.1.1. Nom(s)

6.2.1.1.2. Prénom(s)

6.2.1.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

6.2.1.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

6.2.1.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6.2.1.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

6.2.1.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

6.2.1.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

6.2.1.2. Personne morale, institution ou autre organisme

6.2.1.2.1. Nom complet

6.2.1.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6.2.1.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

6.2.2. Partie 2

6.2.2.1. Personne physique

6.2.2.1.1. Nom(s)

6.2.2.1.2. Prénom(s)

6.2.2.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

6.2.2.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

6.2.2.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6.2.2.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

6.2.2.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

6.2.2.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

6.2.2.2. Personne morale, institution ou autre organisme

6.2.2.2.1. Nom complet

6.2.2.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

6.2.2.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

6.3. La décision entraîne la remise de l'enfant (ou des enfants)

6.3.1. Non

6.3.2. Oui

6.3.2.1. Modalités de la remise pertinentes aux fins de l'exécution, si elles ne sont pas déjà indiquées au point 6.1 [par exemple: à qui, quel(s) enfant(s), remise à intervalles réguliers ou unique]

7. DROIT DE VISITE

7.1. Droit de visite accordé par la décision (7)

7.2. Accordé à la partie (ou aux parties) suivante(s) (8)

7.2.1. Partie 1

7.2.1.1. Nom(s)

7.2.1.2. Prénom(s)

7.2.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

7.2.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

7.2.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.2.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

7.2.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

7.2.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

7.2.2. Partie 2

7.2.2.1. Nom(s)

7.2.2.2. Prénom(s)

7.2.2.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

7.2.2.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

7.2.2.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

7.2.2.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

7.2.2.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

7.2.2.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

7.3. La décision entraîne la remise de l'enfant (ou des enfants)

7.3.1. Non

7.3.2. Oui

7.3.2.1. Details of the handover relevant for enforcement if not already indicated in point 7.1 (for example, to whom, which child(ren), periodical or single handover)

8. AUTRES DROITS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE

8.1. Droit(s) attribué(s) conformément à la décision (9)

8.2. Attribué(s) à la partie (ou aux parties) suivante(s) (10)

8.2.1. Partie 1

8.2.1.1. Personne physique

8.2.1.1.1. Nom(s)

8.2.1.1.2. Prénom(s)

8.2.1.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

8.2.1.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

8.2.1.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

8.2.1.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

8.2.1.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

8.2.1.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

8.2.1.2. Personne morale, institution ou autre organisme

8.2.1.2.1. Nom complet

8.2.1.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

8.2.1.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

8.2.2. Partie 2

8.2.2.1. Personne physique

8.2.2.1.1. Nom(s)

8.2.2.1.2. Prénom(s)

8.2.2.1.3. Date de naissance (jj/mm/aaaa)

8.2.2.1.4. Lieu de naissance (si cette donnée est disponible)

8.2.2.1.5. Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

8.2.2.1.6. Adresse (si cette donnée est disponible)

8.2.2.1.6.1. telle qu'elle est indiquée dans la décision ...

8.2.2.1.6.2. toute information complémentaire (concernant par exemple une autre adresse actuelle) ...

8.2.2.2. Personne morale, institution ou autre organisme

8.2.2.2.1. Nom complet

8.2.2.2.2. Numéro d'identification (le cas échéant et si cette donnée est disponible)

8.2.2.2.3. Adresse (si cette donnée est disponible)

8.3. La décision entraîne la remise de l'enfant (ou des enfants)

8.3.1. Non

8.3.2. Oui

8.3.2.1. Modalités de la remise pertinentes aux fins de l'exécution, si elles ne sont pas déjà indiquées au point 8.1 [par exemple: à qui, quel(s) enfant(s), remise à intervalles réguliers ou unique]

9. LA DÉCISION ORDONNE UNE (OU DES) MESURE(S) PROVISOIRE(S) OU CONSERVATOIRE(S)*

9.1. Non

9.2. Oui

9.2.1. Description de la (ou des) mesure(s) ordonnée(s) (11)

10. LA DÉCISION EST SUSCEPTIBLE DE RECOURS EN VERTU DE LA LOI DE L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE*

10.1. Non

10.2. Oui

11. LA DÉCISION EST EXÉCUTOIRE DANS L'ÉTAT MEMBRE D'ORIGINE*

11.1. En ce qui concerne le droit de garde mentionné au point 6

11.1.1. Non

11.1.1.1.

11.1.1.1. La décision ne comporte pas d'obligation exécutoire (le cas échéant).

11.1.2. Oui, sans aucune restriction [veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire]: .../.../.....

11.1.3. Oui, mais seulement contre la partie (12) mentionnée au point ... (veuillez compléter)

11.1.3.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire contre cette partie: .../.../.....

11.1.4. Oui, mais uniquement pour ce qui concerne la (ou les) partie(s) suivante(s) de la décision (veuillez préciser) ...

11.1.4.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle cette (ou ces) partie(s) de la décision est (ou sont) devenue(s) exécutoire(s): .../.../.....

11.2. En ce qui concerne le droit de visite mentionné au point 7

11.2.1. Non

11.2.1.1.

La décision ne comporte pas d'obligation exécutoire (le cas échéant).

11.2.2. Oui, sans aucune restriction [veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire]: .../.../.....

11.2.3. Oui, mais seulement contre la partie (13) mentionnée au point ... (veuillez compléter)

11.2.3.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire contre cette partie: .../.../.....

11.2.4. Oui, mais uniquement pour ce qui concerne la (ou les) partie(s) suivante(s) de la décision (veuillez préciser) ...

11.2.4.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle cette (ou ces) partie(s) de la décision est (ou sont) devenue(s) exécutoire(s): .../.../.....

11.3. En ce qui concerne les autres droits en matière de responsabilité parentale mentionnés au point 8

11.3.1. Non

11.3.1.1.

La décision ne comporte pas d'obligation exécutoire (le cas échéant).

11.3.2. Oui, sans aucune restriction [veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire]: .../.../.....

11.3.3. Oui, mais seulement contre la partie (14) mentionnée au point ... (veuillez compléter)

11.3.3.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle la décision est devenue exécutoire contre cette partie: .../.../.....

11.3.4. Oui, mais uniquement pour ce qui concerne la (ou les) partie(s) suivante(s) de la décision (veuillez préciser) ...

11.3.4.1. Veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle cette (ou ces) partie(s) de la décision est (ou sont) devenue(s) exécutoire(s): .../.../.....

12. À LA DATE DE LA DÉLIVRANCE DU PRÉSENT CERTIFICAT, LA DÉCISION A ÉTÉ NOTIFIÉE OU SIGNIFIÉE À LA (OU AUX) PARTIE(S) (15) CONTRE LAQUELLE (OU LESQUELLES) L'EXÉCUTION EST DEMANDÉE

12.1. À la partie mentionnée au point ... (veuillez compléter)

12.1.1. Non

12.1.2. Situation inconnue de la juridiction

12.1.3. Oui

12.1.3.1. Date de signification ou de notification (jj/mm/aaaa)

12.1.3.2. La décision a été signifiée ou notifiée dans la (ou les) langue(s) suivante(s): BG ES CS DE ET EL EN FR GA HR IT LV LT HU MT NL PL PT RO SK SL FI SV

anglais

bulgare

tchèque

allemand

grec

estonien

espagnol

finnois

français

Irlandais

croate

hongrois

italien

lituanien

letton

maltais

néerlandais

polonais

portugais

roumain

slovaque

slovène

suédois

12.2. À la partie mentionnée au point ... (veuillez compléter)

12.2.1. Non

12.2.2. Situation inconnue de la juridiction

12.2.3. Oui

12.2.3.1. Date de signification ou de notification (jj/mm/aaaa)

12.2.3.2. La décision a été signifiée ou notifiée dans la (ou les) langue(s) suivante(s): BG ES CS DE ET EL EN FR GA HR IT LV LT HU MT NL PL PT RO SK SL FI SV

anglais

bulgare

tchèque

allemand
grec
estonien
espagnol
finnois
français
Irlandais
croate
hongrois
italien
lituanien
letton
maltais
néerlandais
polonais
portugais
roumain
slovaque
slovène
suédois

13. LA DÉCISION A ÉTÉ RENDUE PAR DÉFAUT*

13.1. Non

13.2. Oui

13.2.1. Partie(s) défaillante(s) (16) mentionnée(s) au point ... (veuillez compléter)

13.2.2. L'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié à cette partie.

12.2.1. Non

12.2.2. Situation inconnue de la juridiction

12.2.3. Oui

13.2.2.3.1. Date de signification ou de notification (jj/mm/aaaa)

14. L'ENFANT (OU LES ENFANTS) (17) MENTIONNÉ(S) AU POINT 5 ÉTAI(EN)T CAPABLE(S) DE DISCERNEMENT*

14.1. Enfant mentionné au point 5.1

14.1.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 15)

14.1.2. Non

14.2. Enfant mentionné au point 5.2

14.2.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 15)

14.2.2. Non

14.3. Enfant mentionné au point 5.3

14.3.1. Oui (dans ce cas, veuillez compléter le point 15)

14.3.2. Non

15. L'ENFANT (OU LES ENFANTS) CAPABLE(S) DE DISCERNEMENT MENTIONNÉ(S) AU POINT 14 S'EST (OU SE SONT) VU DONNER UNE POSSIBILITÉ RÉELLE ET EFFECTIVE D'EXPRIMER SON OPINION (OU LEUR OPINION) CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

15.1. Enfant mentionné au point 5.1

15.1.1. Oui

15.1.2. Non, pour les motifs suivants: ...

15.2. Enfant mentionné au point 5.2

15.2.1. Oui

15.2.2. Non, pour les motifs suivants: ...

15.3. Enfant mentionné au point 5.3

15.3.1. Oui

15.3.2. Non, pour les motifs suivants: ...

16. NOM DE LA PARTIE (OU DES PARTIES) (18) AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE ASSISTANCE JUDICIAIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 74, PARAGRAPHE 1, DU RÈGLEMENT

16.1. Partie(s)

16.1.1. mentionnée au point ... (veuillez compléter)

16.1.2. mentionnée au point ... (veuillez compléter)

17. FRAIS ET DÉPENS DE LA PROCÉDURE (19)

17.1. La décision couvre également des questions matrimoniales, et les informations sur les frais relatifs à la procédure au titre du présent règlement sont uniquement fournies dans ce certificat.

17.2. La décision prévoit que (20) ... [nom(s)] ... [prénom(s)] doit payer à ... [nom(s)] ... [prénom(s)] la somme de ... euros (EUR) levs bulgares (BGN) kunas croates (HRK) couronnes tchèques (CZK) forints hongrois (HUF) zlotys polonais (PLN) livres sterling (GBP) leus roumains (RON) couronnes suédoises (SEK) autre [préciser (code ISO)]:

Nom(s)

Prénom(s)

doit payer à

Nom(s)

Prénom(s)

la somme de:

euro (EUR)

lev bulgare (BGN)

kuna croate (HRK)

couronne tchèque (CZK)

forint hongrois (HUF)

zloty polonais (PLN)

livre sterling (GBP)

leu roumain (RON)

couronne suédoise (SEK)

Autre [préciser (code ISO)]

17.3. Toute information complémentaire susceptible d'être utile (par exemple le montant ou le pourcentage fixé; les intérêts fixés; les dépens partagés; si plusieurs parties ont été condamnées aux dépens, le fait que le montant puisse ou non être recouvré dans son intégralité auprès de l'une d'entre elles): ...

Fait à

Date (jj/mm/aaaa)

-
- (1) Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (JO L 178 du 2.7.2019, p. 1) (ci-après dénommé «règlement»).
 - (2) Les champs marqués d'un astérisque (*) sont obligatoires.
 - (3) Si plus de trois enfants sont concernés, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (4) Veuillez noter que le terme «droit de garde» est défini à l'article 2, paragraphe 2, point 9, du règlement.
 - (5) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (6) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (7) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (8) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (9) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (10) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (11) Veuillez recopier la partie pertinente de la décision.
 - (12) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (13) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (14) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (15) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (16) Si plusieurs parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (17) Si plus de trois enfants sont concernés, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (18) Si plus de deux parties sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.
 - (19) Ce point couvre également les situations dans lesquelles les frais et dépens font l'objet d'une décision distincte. Le simple fait que le montant des frais et dépens n'ait pas encore été fixé ne devrait pas empêcher la juridiction de délivrer le certificat si une partie décide de demander la reconnaissance ou l'exécution de la partie de la décision relative au fond.
 - (20) Si plusieurs parties ont été condamnées aux dépens, veuillez joindre une feuille supplémentaire.